

Le Patriote Français.

A LA PORTE AVANT L'ENTREE DE L'HÔPITAL FRANÇAIS N. 343

A LA LIBRAIRIE DE M. HERNANDEZ.

SE VEND

6 VINTINS.

AU CABINET LITTÉRAIRE, RUE ZAVALA N. 78.

A L'IMPRIMERIE DU PATRIOTE, RUE P. CASTELLANO, 162.

MONTEVIDEO.

21 Mars 1848.

Un crime affreux, abominable, mais qui pourtant n'est pas sans exemple dans les fastes de la dictature sanglante de Rosas, est venu frapper de consternation et d'horreur la population de Montevideo.

Le génie, le patriotisme, le courage civique et les vertus privées, n'ont pu trouver grâce sous le poignard fanatique ou vendu d'un sicaire du patriotisme brutal qui s'intitule *système américain*. C'est en vain que quelques voix vénales s'efforcent et se grossissent pour faire croire à un crime ordinaire, dont la perpétration aurait pour cause des intérêts particuliers. Un seul cri d'indignation, cri accusateur autant que puissant, quand il s'échappe comme aujourd'hui de la poitrine du peuple, s'est élevé pour dénoncer la tête qui a conçu et dirigé cet exécrationnel forfait.

Le docteur Florencio Varela, le savant écrivain, le patriote illustre et dévoué, est tombé sous le poignard d'un assassin avant hier au soir, à huit heures sur le seuil de sa porte. Varela était un de ces hommes de génie que Dieu envoie de temps à autre parmi nous pour dissiper les ténèbres de l'ignorance et de l'erreur, un de ces apôtres révélateurs des lois divines de l'humanité, dont la gloire et la noble réputation usent les dents de l'envie et les griffes de la tyrannie.

Des voix amies raconteront l'homme privé, vertueux, désintéressé; des plumes éloquentes diront dans toutes les parties du monde, le martyr des libertés publiques, le grand citoyen, digne représentant des véritables sentiments et des principes démocratiques qu'il avait adoptés par instinct et par raison et dont il voulait répandre les bienfaits sur sa patrie pour essuyer ses larmes de sang.

Notre faible voix, étouffée par la douleur et le deuil qui vient couvrir la presse ne peut que gémir sur la perte du grand homme duquel on peut dire, qu'il a fini comme les braves, sur la brèche qu'il avait ouverte pour combattre le fléau destructeur qui pèse sur sa patrie.

La mort de Varela, sera-t-elle un avertissement cruel mais utile, pour faire comprendre enfin, que la mansuétude et la tolérance du gouvernement Oriental doivent avoir des bornes? faudra-t-il avoir encore longtemps au milieu de nous les correspondants du journal du *Cerrito* dont les déclamations sanguinaires, vouent chaque jour au couteau des assassins les cœurs les plus dévoués et les têtes les plus chères? Cet exécrationnel attentat ne serait-il pas le précurseur de l'installation, d'une société célèbre à Buenos Ayres, et l'horizon n'est-il pas assez sombre, assez noir de menaces pour nous avertir du prochain déchaînement de la tempête? faudra-t-il attendre de nouveaux holocaustes pour adopter les moyens de conjurer la foudre?

Les obsèques de Don Florencio Varela ont eu lieu hier matin à onze heures. Une foule de mille citoyens, accompagnait le cercueil de l'illustre écrivain, enlevé, si prématurément et d'une manière aussi tragique à l'estime de ses concitoyens.

UN DERNIER MOT A M. EMILE DE GIRARDIN, REDACTEUR DU JOURNAL LA PRESSE.

Sans doute à l'heure où nous traçons ces lignes, le sort de la population française de Montevideo est décidé. Sans doute l'engagement solennellement contracté par M. Guizot alors ministre des affaires étrangères et aujourd'hui président du conseil va recevoir pleine et entière exécution. Les cris de détresse poussés sur les rives de la Plata par nos compatriotes ont eu de généreux échos à la tribune nationale, et nul doute que la voix puissante de nos défenseurs, venant articuler des révélations odieuses escortées de preuves accablantes, aura ébranlé pour la dernière fois les convictions de la majorité ministérielle qui nous fut hostile jusqu'ici, plus par ignorance des faits, que par mauvais vouloir.

Vous faites partie de cette majorité M. Emile de Girardin, et vos mensonges intéressés n'ont pas peu contribué à l'égarer dans les sentiers d'une politique qui devait avoir pour résultat de livrer quinze mille de vos compatriotes aux exactions d'un Rosas ou d'un Oribe son lieutenant: deux

tigres à face humaine qui ne pardonnent jamais à ceux qui s'opposent à l'assouvissement de leurs appétits barbares, à leur soif de pouvoir absolu et despotique; pas plus que vous ne pardonnerez, vous, à ceux qui ont démasqué vos intrigues commerciales et cette politique, où il y avait pour ceux que vous égarez, non seulement de la honte à recueillir mais encore des remords éternels.

Le courage nous a manqué pour reproduire ici, et mettre sous les yeux de nos compatriotes le tissu de mensonges, auxquels vous avez ouvert les colonnes de la *Presse*. Si votre vénalité n'était par connue il y aurait de quoi étonner le monde, que Rosas ait pu trouver en France un écrivain assez inhumain pour servir ses projets et employer des moyens, dont la fin doit être la ruine du commerce français et l'extermination des européens sur les rives de la Plata. L'attraction nous est suffisamment expliquée par les rapports; le héros du désert, le fondateur du *système américain*, devait se rencontrer et s'entendre avec le héros de St Berain, le meurtrier d'Armand Carrel!

Aussi n'est-ce pas pour nous appesantir sur ces infamies, que nous avons pris la plume; on ne fait pas revenir de ses erreurs, un homme bien et dûment payé pour les répandre et les généraliser. Ce que nous voulons en ce moment, c'est reproduire, en quelques mots, les causes qui ont amené l'armement et la résistance, et qui ont exposé pendant cinq années nos compatriotes à toutes les horreurs de la guerre, rendue plus horrible pendant un temps par un blocus fait par notre propre marine, sur l'ordre du gouvernement induit en erreur par un consul prévaricateur, secondé admirablement par quelques misérables scribes qui pour un peu d'or appelaient sur la tête de leurs compatriotes, les foudres d'une escadre française. C'est aujourd'hui que le mensonge est connu, qu'on peut dire: *Ce qui paraissait choquant d'in vraisemblance apparaît hideux de vérité.*

Ce n'est pas à ceux qui vivent au milieu de nous depuis cinq ans, à ceux qui ont partagé nos périls et nos misères, que notre récit appendra quelque chose; mais nous aurons atteint notre but s'il peut contribuer à dessiller les yeux de quelques hommes de bonne foi éblouis par les éclatants mensonges de nos adversaires.

Il est inutile de rappeler comment après avoir soulevé la République Orientale contre Rosas, et avoir profité d'un secours de notre alliée, la France fit la paix, et comment M. Mackau abandonna cette alliée aux attaques sauvages du dictateur en signant un traité honteux et stigmatisé de la réprobation publique en France comme à Montevideo. Ce n'est pas à nous à signaler aux yeux du monde l'erreur d'un moment et d'une politique aussi inepte qu'anti-nationale.

L'article 4 de ce traité garantissait l'indépendance de la République de l'Uruguay, et devait la mettre à l'abri d'une guerre avec Rosas par suite de son alliance avec la France. A peine un mois s'était écoulé depuis le départ du fâcheux négociateur que la république est envahie par Oribe à la tête des troupes de la Confédération Argentine; Rosas et son lieutenant se rient de ce que la France, elle, considérait comme un engagement d'honneur; puisque au moment où les troupes fédérales entraient sur le territoire Oriental, le consul de France leur fit sommation de s'arrêter et de rétrograder. Le général Oribe agissant sous l'impulsion du gouvernement de Buenos Ayres ne tient aucun compte de la sommation, il avance encore. Le consul Pichon appelle alors les français résidant à Montevideo, il les réunit, les engage à s'armer, pour protéger leurs vies, leurs biens, leurs familles, menacés par le lieutenant de Rosas qui avance toujours. Il établit son quartier général à une petite distance de la place, au Cerrito qu'il couvre d'artillerie, et de là il lance son fameux manifeste, où il menace: *de ne respecter les étrangers ni dans leurs existences ni dans leurs propriétés.* Alors M. Pichon change de conduite; il ne veut plus se mêler des affaires des français, il s'oppose à ce qu'ils prennent les armes, à ceux qu'il a excités et qui lui en demandent il répond: *qu'il n'en a pas dans sa poche!* Ceux-ci comprennent qu'ils sont trahis, vendus, ils savent que Rosas ne leur pardonnera pas cette levée de boucliers, ils ont appris que son lieutenant traîne à sa suite une bande d'égorgeurs, qui sont chargés de faire mourir mille fois les prisonniers avant de leur faire subir le dernier supplice.

Cette affreuse perspective achève ce que M. Pichon

avait commencé, on court aux armes, au refrain de la marseillaise. La Légion Française est créée et Oribe s'arrête!

Peu de temps suffit à ces soldats improvisés pour s'instruire, s'exercer, sous le commandement d'anciens sous-officiers de notre armée, qui sortent de leurs comptoirs, de leurs ateliers, pour venir se placer en face des canons qui menacent leurs familles. Des négociants, des docteurs, des artistes laissent là leurs travaux honorables et lucratifs, tous veulent concourir à la défense commune, tous veulent une part de cette résistance qui n'offre que des périls et de l'honneur.

Et dans cette glorieuse phalange, pas un homme ne commet un désordre; dans cette ville assiégée menacée de destruction pas un acte coupable n'est signalé. C'est que cette Légion est composée de trois mille français venus de tous les points de la France pour vivre de leur travail, mais surtout du Bearn et du pays Basque, hommes endurcis aux rudes travaux, race vaillante, race de cœur et d'intelligence, descendants des soldats de la république et de l'empire; c'est que ces trois mille français n'ont pas dégénéré et qu'ils vont se battre comme une vieille troupe pour protéger le pays hospitalier où ils ont trouvé un asile et des moyens d'existence, et pour défendre dans cet asile ce que les français ont de plus cher, l'honneur et la gloire de la patrie!

Voilà les hommes que vous osez calomnier, voilà les aventuriers, qui selon vous et l'expression de M. Mackau, veulent porter des épaulettes: que n'étiez-vous là M. de Girardin, pour les voir pieds nus, en haillons, deux ans après la formation de la Légion, allant chaque jour, comme en ce moment, affronter un trépas obscur, sans espoir de pouvoir fixer leur œil mourant sur le drapeau national? que n'étiez-vous là, témoin de leurs privations, de leur misère, pour nous faire savoir si vous seriez resté insensible à tant d'abnégation et de courage, et si vous vous seriez réfugié dans le petit nombre de sceptiques ou d'indifférents qui se retirent honteux de leur couardise.

Ce n'est pas aujourd'hui, qu'il faut contempler les étrangers armés; vêtus et chaussés convenablement, ils manquent encore de bien de choses nécessaires à l'existence, mais, en hommes qui ont souffert cinq ans sans espérances, ils souffrent patiemment en hommes convaincus que leurs souffrances ont enfin ému les forts et les puissants, et que le spectacle de leur héroïque misère a excité les sympathies de ceux de nos agents qui en ont été témoins, ainsi que l'atteste la sollicitude que leur ont témoignée MM. D. fraudis, Lainé et Walewski.

Cette justice rendue aux légionnaires français leur en a fait espérer une plus éclatante, qui ne peut longtemps se faire attendre. Alors peut-être ne direz-vous plus que ce sont des brouillons qui vont se mêler de ce qui ne les regardait pas!

Comment? l'évidence est là; les documents les plus précis, les actes diplomatiques dont vous avez lu le texte, viennent confirmer qu'ils ont obéi d'abord au consul, puis ensuite à la nécessité, (loi rendue des plus fortes par l'instinct de la conservation) et vous osez dire qu'ils se sont mêlés de ce qui ne les regardait pas? Quoi? il s'agit de notre existence, de celle de nos familles; un ennemi barbare nous menace, et cela ne nous regarde pas? Mais connaissez-vous cet ennemi? avez-vous une idée de la manière dont se fait la guerre ici? croyez-vous donc qu'il y a un droit des gens, respectable pour les vainqueurs de Vences et de Tucuman? Non! Vous le savez bien M. de Girardin. Il n'y a rien à attendre de bon, de généreux, du Dictateur de Buenos Ayres votre patron. — L'histoire est là pour nous dire, quel châtement il a subi pour les nombreux assassinats ordonnés par lui contre des français; comment, après un blocus qui a duré trois ans, il a mis en pièces le traité du 29 octobre; comment après avoir confisqué plus de 12 millions de propriétés il a accordé une indemnité de 800 mille francs. Vous savez tout cela comme nous, et vous voudriez que nous déposassions les armes, que nous courbassions nos têtes sous les fourches caudines du général Oribe pour nous faire pardonner nos torts. Nous devons peut-être aussi pour vous être agréables, et vous faciliter à empêcher la subvention rosiste, suivre le conseil de M. Labaume, et faire comme ces gens qui ventent leur bravoure et qui après avoir beaucoup crié inutilement, se radoucissent et finissent pour se

tirer d'affaire, par dire à leur adversaire : *Pardon, monsieur, je vous ai marché sur le pied sans le vouloir.* Mais cela est encore plus ignoble que lâche, et c'est ce que vous n'obtiendrez jamais des Légionnaires qui méprisent vos mensonges avec le même dédain qu'ils mettent depuis cinq ans à braver la faim, la misère et la mort, pour rester fidèles à l'engagement qu'ils ont pris de défendre le rocher héroïque contre lequel se brisera la tyrannie sanglante de vos amis.

Dimanche soir, M. le baron Gros commissaire extraordinaire de S. M. le Roi des Français est arrivé sur notre rade, où il était attendu avec la plus vive impatience. Rien n'a encore transpiré jusqu'à présent sur les conditions qui devront être imposées aux parties belligérantes. Mais nous pouvons assurer d'après une correspondance émanant d'un personnage honorable autant que bien placé, que : « Les nouveaux plénipotentiaires sont chargés par les gouvernements anglais et français, de juger la situation actuelle, et de rendre compte de quel côté viennent les obstacles qui s'opposent à une pacification si nécessaire : des déclarations très solennelles devront être faites, et la réponse à ces déclarations devra être donnée dans le délai de quinze jours »

Ces assertions que nous croyons puisées à bonne source, doivent rassurer tous les honnêtes gens qui desireront le triomphe du droit et de l'humanité et qui aspirent au rétablissement de la paix, de l'ordre et du commerce.

Nul doute ainsi que le pense l'honorable correspondant : « Que Montevideo sortira triomphant de cette dernière épreuve, et que la résignation et la constance de ses habitants recevront la récompense qu'ils s'efforceront de mériter en s'imposant un sacrifice d'autant moins pénible qu'il sera le dernier et le complément de tous. »

Depuis cinq ans les Légionnaires Français qui défendent la place de Montevideo, donnent au monde le spectacle d'une constance aussi rare qu'honorable, et depuis cinq ans, des gens mal intentionnés ou ignorants apportent en France, la nouvelle de la chute de Montevideo. C'est ainsi que le capitaine du navire le *Coriolan* à son arrivée au Havre, a répandu le bruit, qu'étant en mer il avait entendu bombarder Montevideo, que du reste Oribe devait attaquer cette place le jour suivant de son départ. Cette nouvelle erronée a été répétée par le *Courrier du Havre*, qui a l'oreille Oribiste et qui aura entendu aussi sans doute, le bruit venu du *Buceo*, du bombardement de Montevideo.

Nous recevons de Rio Janeiro une lettre en date du 13 courant qui s'exprime ainsi :

« Le nouvel agent français, M. le baron Gros, se rend à Montevideo par le vapeur *Magellan*. Il va, nous assure-t-on, terminer les différends de la Plata, d'accord avec l'agent anglais, M. Gore. Nous le désirons bien sincèrement, mais nous n'osons pas nous livrer à cet espoir flatteur qui nous paraît d'autant plus difficile à réaliser que ces Messieurs doivent entrer en négociations uniquement avec le général Oribe, et nullement cette fois avec Rosas. »

Or, comme nous connaissons ces deux derniers personnages, il est évident qu'Oribe ne traitera qu'autant que Rosas lui aura dit de le faire : pour cela il faudrait que les conditions présentées par la France et l'Angleterre lui convinsent, et pour lui convenir il faudrait qu'elles le laissassent maître de Montevideo et satisfaire ses vengeances ou celles de ses adhérents. Ce serait alors une lâcheté de la part de la France et de l'Angleterre, et il nous coûterait d'y croire. Il n'y a pas de doute qu'on a dû penser avant tout à la sécurité et aux intérêts des étrangers compromis dans cette question, parceque ce n'est pas légèrement qu'on peut sacrifier toute une population. »

La Presse a répété à satiété, et M. de Lamartine a partagé cette erreur, que les Français avaient pris à Montevideo les armes sans l'assentiment de leur gouvernement, et s'étaient mêlés à une question qui ne les touchait nullement.

On a réfuté cette allégation qui n'a pas le moindre fondement.

Aujourd'hui nous venons y ajouter en publiant la pièce suivante qui est toute écrite de la main de M. Buchet de Martigny, et que nous a communiqué un de nos compatriotes qui en a conservé l'original :

« Les marins de l'escadre française étant descendus à terre, à la demande du gouvernement oriental, pour défendre au besoin la ville de Montevideo contre les forces de l'ennemi commun, le gouverneur de Buenos Ayres, les Français qui se sont présentés et ceux qui voudront se présenter pour prendre les armes et se réunir à eux sous le pavillon national, sont invités à se rendre

« demain dimanche à 11 heures du matin sur la grande place, ou les jours suivans chez M. le Consul de France. »

Montevideo, 12 octobre 1839.

BUCHET MARTIGNY, — LEBLANC. — R. BARADERE.

Depuis longtemps on se plaint, et avec raison, du grand nombre de renseignements sur l'état intérieur de la ville fourni par l'espionnage organisé et soldé par le Cerrito. Les agents de D. Manuel Oribe marchent ici comme d'habitude, le front haut; ils continuent à se moquer fort agréablement des pauvres diables qui depuis cinq ans se font décimer pour empêcher Montevideo de tomber aux mains de l'homme de Palermo. On ne leur connaît aucun moyen d'existence, et cependant ils sont bien logés, bien repus le soir. On les voit par les rues de la ville flâner noblement le cigare à la bouche, quêtant les nouvelles et les accommodant à leur manière pour transmettre ensuite leurs élucubrations au *Defensor* qui nous en régale à son tour.

Ce qui rend ces personnages si hardis, c'est que ce n'est pas ici comme au Cerrito, où le couteau fait immédiatement justice des individus réputés traîtres ou douteux. L'impunité leur met du cœur au ventre, et ils ne se font pas faute d'insulter et de mordre les gens qui veulent bien ne pas les écraser, et le gouvernement qui méprise leur haine impuissante et de dégoût, sans doute se montre indifférent à leurs menées occultes et à leurs manœuvres sans résultats sérieux.

Différentes conspirations ont eu lieu depuis le commencement de la guerre, une seule fois le coupable a été puni de la peine capitale; dans tous les autres cas, les individus ont été seulement expulsés du pays, et la guerre terminée, nous les verrons un jour revenir frais et gaillards comme devant. Quelques-uns ont dû leur pardon à des sollicitations puissantes; alors que s'ils eussent affaire aux bourreaux du Miguelete aucune intervention possible ne les eussent soustraits au châtiement. Une pareille clémence honore à coup sûr le gouvernement qui la met en pratique; mais ses ennemis la taxent de faiblesse et comptant sur l'impunité continuent leurs perfides manœuvres.

Aussi avouons-nous que c'est presque avec reconnaissance que nous avons vu la promulgation du dernier décret qui détermine la formation d'un tribunal militaire et spécifie la nature des délits et crimes qui seront de sa juridiction. Il est urgent que les amis de l'ordre et de la république soient rassurés sur la situation intérieure de la ville, qu'ils puissent compter sur l'action énergique et soutenue du gouvernement pendant qu'ils iront défendre ces murailles qui protègent leurs biens, leurs familles, et sauvegardent l'avenir des deux rives de la Plata.

Monsieur le Rédacteur,

On s'étonne avec raison de la mansuétude du gouvernement oriental, qui tolère dans la place, la présence d'ennemis avérés et connus. L'insolence de ces misérables, grandit de toute la tolérance de l'administration; ils prennent sans doute pour de la faiblesse ou de la pusillanimité chez les hommes qui gouvernent ce qui n'est pour nous et pour ces derniers, que le développement et la mise en pratique des principes de liberté illimitée qui régissent la république.

Mais cette tolérance n'a-t-elle pas ses inconvénients, pour ne pas dire ses dangers? Ces agents du général Oribe bien qu'investis de missions équivoques en apparence, et dépourvus d'importance politique ne sont-ils pas nuisibles aux yeux de la morale, et leur puissance corruptrice n'est-elle pas à craindre? Il en est un surtout qui d'abord victime des exactions de Rosas, s'est rallié depuis au système américain et qui pour étouffer ses anciennes plaintes, s'efforce de mentir grossièrement dans la correspondance active qu'il entretient avec le Cerrito. Ces mensonges encore grossis, corrigés et considérablement augmentés, paraissent ensuite dans le fangeux *Defensor* qui les propage en essayant de diffamer la population armée et résignée de Montevideo, au milieu de laquelle vivent paisiblement ces hommes corrompus, réduits au triste et honteux métier d'espions et de calomnieux.

Pourrait-il nous dire, ce monsieur qui connaît par expérience les supplices inventés par Rosas, ce que ferait son lieutenant Oribe, si un agent secret ou avoué du gouvernement oriental, allait au Cerrito observer ce qui s'y passe, pour travestir ensuite les moindres accidens en désordres et en crimes affreux? Celui qui se vouerait à un métier aussi ignoble, pourrait-il impunément coudoyer chaque jour les gens qu'il calomnierait, et lui serait-il permis d'émettre tout haut une opinion hostile aux assiégés? Le correspondant du *Defensor* ne nous dira pas sans doute ce que l'on ferait à celui qui se chargerait d'une mission pareille à la sienne. Mais nous lui dirons, nous, ce que nous ferons, si comptant trop sur l'impunité, il se hasarde à pousser ses investigations d'espionnage près de nos postes. Nous lui attacherons quelque part un des numéros du *Defensor*, et muni de ce

passé port nous l'obligerons à aller établir au Cerrito le bureau de renseignements établi par lui, à l'instar de Vidoc d'exécrable mémoire.

Voilà monsieur le Rédacteur, quelques réflexions qui nous sont suggérées par la rencontre que nous faisons chaque jour, de misérables dont la place est au Cerrito, et non parmi nous. Si vous croyez devoir donner de la publicité à ces réflexions, joignez y aussi ce passage d'un discours du conventionnel Isnard, que nous copions des Girondins, et qui nous a semblé écrit pour la circonstance actuelle, puis, qu'il indique le remède à côté du mal.

« Oui, voilà ce qui vous conduit à l'impunité; elle est toujours la source des grands crimes, et aujourd'hui elle est la seule cause de la désorganisation sociale où nous sommes plongés. Les systèmes de tolérance qu'on vous a proposés seraient bon pour des temps de calme; mais doit-on tolérer ceux qui ne veulent tolérer ni la constitution ni les lois? Sera-ce quand le sang français aura teint les flots de la mer que vous sentirez enfin les dangers de l'indulgence? Il est temps que tout se soumette à la volonté de la nation; que tiaras, diadèmes et encensoirs cèdent enfin au sceptre des lois. Les faits qui viennent de vous être exposés ne sont que le prélude de ce qui va se passer dans le reste du royaume. Considérez les circonstances de ces troubles et vous verrez qu'ils sont l'effet d'un système désorganisateur, et il est étonnant qu'il ait tant d'empire sur l'esprit du peuple et qu'il faille faire des lois pour que, sous prétexte de religion, on ne trouble pas la paix publique? Or, dit Isnard, quelle peut être cette loi? Je soutiens qu'il n'y en a qu'une d'efficace : c'est l'exil hors du royaume. »

Voilà donc à cinquante cinq ans, et à trois mille lieues de distance, le même mal indiqué en même temps que le seul remède applicable.

Agrérez, monsieur, etc.

UN VOLONTAIRE FRANÇAIS.

Monsieur le rédacteur,

J'ai lu dans votre feuille que vous accepteriez volontiers tous les articles qu'on voudrait bien vous remettre sur la situation actuelle. C'est livrer votre journal aux impressions de la population française, et si vous pouviez par ce moyen l'en rendre l'écho fidèle, vous rendriez certainement un grand service aux habitants de cette malheureuse ville. Mais autant l'idée est bonne, autant la tâche est difficile, et pour l'accomplir peut-être faudrait-il le pousser à l'extrême, en admettant les idées de tous les partis, en permettant à chacun de développer avec liberté toute sa pensée. De la discussion calme, raisonnée, décente, jaillit souvent la lumière. Votre journal deviendrait ainsi une arène où tous les partis pourraient venir se combattre, en se soumettant à de certaines règles de goût, de délicatesse et de principe, et où les lecteurs seraient les seuls juges de camp. Ainsi peut-être la question de la Plata pourrait-elle être ramenée dans votre journal à une seule idée, à un seul principe, et finirait-elle par n'y être plus considérée que sous le rapport des intérêts français, sans avoir égard à aucune des querelles locales ou personnelles qui ont agité le pays.

Ne serait-ce pas le moyen de préparer au moins les voies de conciliation, dans lesquelles il faudra bien entrer tôt ou tard? Ne serait-ce pas travailler de concert avec nos agents officiels à la solution du problème de cette pacification de la Plata, à laquelle, dans leur candeur, les gouvernements européens croyaient pouvoir arriver si facilement? Ne serait-ce pas encore un moyen d'éloigner cette haine, cette antipathie qu'excite toujours chez un peuple, l'interférence d'un autre dans ses débats intérieurs.

De prime abord il est facile de voir combien se simplifierait la question, considérée seulement sous le point de vue français. En effet, plus de partis, plus d'opinions; plus d'opinions, plus de passions; déjà il n'y aurait plus pour nous, et encore moins entre nous, ni blancs, ni rouges, ni oribistes, ni riveristes, ni pachequistes, ni unitaires, ni fédéraux. Toutes ces distinctions deviendraient dès lors à nos yeux, des nuances légères, presque imperceptibles, et elles n'arrêteraient plus nos regards, elles nous importeraient aussi peu que les couleurs variées des vagues sur l'océan important au voyageur : qu'elles soient bleues, claires, foncées, grises, noires, pour lui elles sont toutes adhérentes, elles sont toujours les mêmes, ce sont toujours des vagues. Ainsi doivent paraître à nos yeux les divers partis qui divisent le pays, et ne devons-nous, comme le navigateur menacé dans sa sécurité par la fureur des flots, ne nous occuper ni des nuances, ni des couleurs, et ne nous fixer qu'à ce qui importe pour notre salut.

Abstraction faite de tout esprit de parti, il resterait à examiner alors si vraiment le péril a jamais été assez imminent pour justifier les mesures prises dans l'intérêt du salut commun et de la conservation personnelle. Le principe commun qui excuse le meurtre commis en état de lé-

gitime défense, est sans nul doute applicable aux populations comme aux individus; il y aurait barbarie à le nier. Qui est menacé doit se mettre sur ses gardes, qui est attaqué se défend et trouve même encore des défenseurs. Le seul fait à établir, à démontrer s'il en est besoin, et à répéter toujours et sans cesse, jusqu'à ce qu'il devienne évident pour tout le monde, de loin comme de près, c'est celui du danger que court la population française de Montevideo lors de l'invasion de la Bande-Orientale par Oribe en 1842, c'est celui du danger qu'elle court encore, aujourd'hui même, ainsi que le prouve suffisamment le journal publié dans le camp des assiégeants.

Ce seul fait établi, justifié, prouvé, je ne doute pas que tout d'une voix, la France entière ne demandât de courir au secours de ses enfants menacés. La France, le premier appui de la république en Amérique, la France, cette mère généreuse et féconde qui a répandu de son sang pour toutes les grandes causes, qui a eu des larmes pour toutes les infortunes, de l'or pour toutes les misères; la France, qui a recueilli tous les débris des nationalités vaincues, qui a des chaires et un panthéon pour toutes les célébrités du monde, la France peut-elle faire autrement que d'accourir au secours de malheureux qui lui tendent des bras suppliants, et surtout quand ces malheureux sortent de son sein? un père ne laisse pas égorger ses enfants même quand ils auraient des torts envers lui.

En second lieu il resterait à examiner si la position qui nous a été faite, imposée ici, par la politique de notre gouvernement lui-même, n'exige pas impérieusement que les mesures les plus efficaces soient prises pour nous en faire sortir dignement.

Après ces deux questions résolues, les moyens à employer pour nous garantir le respect et la sécurité aux quels nous avons droits, seraient bientôt trouvés, et la France, en établissant le principe de la sécurité et de la liberté individuelles dans ces pays, aurait encore accompli une de ces tâches désintéressées comme elle s'en est tant imposées déjà de par le monde.

C'est donc sous le point de vue spécial des intérêts français qu'il serait bon d'étudier la question, de la développer et de la réduire en même temps à ses justes proportions. Les superfétations sont tout aussi nuisibles au moral qu'au physique, il faut d'une bonne fois avoir le courage de les extraire.

Il serait bien temps au reste de voir cette interminable question résolue au moins en principes sur les lieux mêmes, peut-être alors ne tarderait-on pas à la résoudre en France, en la débarrassant au si de tout ce que les brouillons intéressés l'ont surchargée.

En tactique militaire, il est de ces positions qu'on ne doit jamais tenter d'enlever, mais qu'il faut savoir tourner pour les inutiliser. Si par la logique et le raisonnement nous pouvions arriver aussi à tourner celle où nous nous trouvons, ce serait volontiers une victoire.

Pour se livrer à ces considérations, il faut deux choses importantes : du jugement, de la modération; et peut-être ne faut-il que faire un appel aux hommes de bonne volonté pour les voir se présenter à la brèche.

UN AMI DE LA PAIX ET DE LA LIBERTÉ.

La *Defensor* et la *Gaceta Mercantil* continuent leurs injures contre nos honorables agents M. le chargé d'affaires Devoize et M. le contre-amiral Le Prédour. Les grossièretés de bas lieu vomies contre le commodore Purvis, les amiraux Lainé et Ingfield, contre MM. Ouseley, Deffaudis et Walewski recommencent à paraître dans les colonnes de ces estimables journaux, et on les applique à ces deux messieurs. C'est la règle. Fidèles aux préceptes du maître : *Tout ce qui n'est pas avec nous est contre nous*, les gratteurs de papier gages du dictateur et de son valet, mettent de l'amour-propre à bien gagner leur monnaie, et c'est à qui des deux de la *Gaceta* et du *Defensor* choisira les expressions du plus haut style, les dénominations de meilleur relief pour désigner les agents étrangers que leur devoir amène à prendre des mesures qui ne sont pas du goût de la cour de Palermo ou de celle du Miguelele. Si pour ces gentilshommes de la Pampa lord Howden est le très honorable lord Howden, M. Hood, l'honorable agent confidentiel, chevalier sir Thomas Samuel Hood, MM. Deffaudis et Ouseley, Lainé et Ingfield, sont les anthropophages Ouseley et Deffaudis; les sauvages et féroces Lainé et Ingfield; Les officiers qui leur obéissent sont des fanfarones et des brouillons. Aujourd'hui on a supprimé le mot *Monsieur* à nos agents, on les appelle tout bonnement Devoize, Le Prédour, on ne les désigne pas même par leur fonction ou leur grade; les épithètes grossières et ordurières viendront après. Tout cela comme on voit est dans les habitudes courtoises et dignes de ces gens qui se prétendent le parti *décent*, *bien élevé*; nous en félicitons l'aristocratie du Cerrito, elle tient à ne pas être infidèle à ses précédents et à ne pas faire oublier la polémique à laquelle de 1838 à 1839 elle est allée prendre part à

Buenos-Ayres. Son atticisme actuel nous remet en mémoire ses élégants produits de cette époque. Il n'y a rien de changé, c'est toujours même cynisme et même perfidie; ils demeurent ce que les a fait le patron qu'ils encensent tout haut et maudissent tout bas.

Aussi, l'avouons-nous, c'est avec peine que nous avons vu notre brave amiral daigner faire à ces gens la l'honneur de leur écrire. La *Gaceta* et le *Defensor* n'ont pas manqué de s'emparer de cette lettre, de la publier avec des commentaires empreints de leur mauvaise fois habituelle, et d'en faire, avec celle du sieur Oribe, un parallèle injurieux. Certes l'honorable officier général qui commande la station française est bien au-dessus des aboiements de la presse du Cerrito, et se préoccupe aussi peu des injures ou des éloges qui partent de si bas. Mais, comme la moindre chose, l'incident le plus simple, est interprété dans un sens perfide ou favorable à leurs intérêts. Nous ne pouvons nous empêcher de souhaiter que l'occasion ne leur en soit pas fournie.

Si l'on croit avoir affaire à des gens qui peuvent avoir quelques notions de la manière dont se traitent les affaires entre nations civilisées, les faits sont là pour répondre. Qu'en se souvienne des capitulations violées en 1841, de la correspondance de Lurde et Mandeville en 1842, alors qu'au mois de novembre ces deux ministres se plaignaient de ce que des groupes tumultueux dirigés par la police et des employés tristement célèbres étaient venus sous leurs fenêtres pousser des cris de mort aux étrangers; et cela parce que la France et l'Angleterre avaient offert leur médiation dans la guerre actuelle. Qu'on se rappelle la circulaire du 1er avril, signée Manuel Oribe, les faits cités dans le manifeste du blocus du 25 septembre, la polémique de la *Gaceta* et du *Defensor*, contre les agents européens; les chansons sanglantes et obscènes imprimées par la presse de l'armée rosiste contre MM. Deffaudis et Lainé.....

Tous ces faits, dont personne ne nous contestera l'authenticité, nous prouvent quels fonds on peu faire sur des gouvernements ou des chefs d'armées qui ordonnent ou tolèrent des pareilles horreurs.

Ce qu'une déplorable et trop longue expérience a appris. C'est qu'avec tout ce qui tient à l'homme de Buenos Ayres, il faut être juste, mais fier et inflexible, que toute explication est inutile et fâcheuse; que le redressement des griefs doit s'obtenir immédiatement et par la force, après les premières sommations exigées par le droit. C'est pour s'être écarté de cette ligne qu'on s'est plongé dans les embarras actuels, et que l'Europe a compromis l'avenir de ses nationaux.

Maintenant que M. le Baron Gros, Ministre Plénipotentiaire et Commissaire du Roi, est arrivé avec une mission à remplir dont l'objet est vital pour toute la population française de cette ville, nous avons l'espoir que la réunion des résidents français, pour la formation d'une Commission qui serait chargée de le visiter en son nom, ne manquera pas de s'effectuer très prochainement, afin d'accomplir un devoir aussi urgent.

Dans une telle circonstance, il est au moins fort convenable que la population soit mise en rapport avec l'honorable agent chargé de la protéger et de défendre ses intérêts. Nous n'avons pas la prétention de croire cette mesure nécessaire pour influencer sur les décisions qui vont être prises, mais nous la croyons d'autant plus opportune qu'elle a été prise envers MM. Deffaudis et Walewski, et qu'aucun motif n'excuserait un oubli envers le nouveau Ministre qui nous est envoyé.

Les résidents français, nous en sommes sûrs, montreront cette fois encore le calme, la dignité et l'abnégation, dont ils ont donné des preuves répétées et si bien accueillies dans des circonstances absolument identiques.

Nos compatriotes apprendront avec une grande satisfaction, que M. Marcelin Denoix, vient d'être nommé par ordonnance royale, chevalier de la Légion d'honneur. Cet honorable distinction ne pouvait être mieux accordée qu'à cet estimable fonctionnaire comme rémunération des nombreux et importants services, rendus par lui à ses compatriotes à Rio de Janeiro et à Montevideo. Un tel choix honore sans doute celui qui en est l'objet, mais l'ordre de la Légion d'honneur ne peut aussi qu'y gagner, en comptant un citoyen utile et un honnête homme de plus dans ses rangs.

Le premier acte de présence, des nouveaux

plénipotentiaires, a été nous assure-t-on la levée du blocus des ports argentins, les navires qui étaient à la Ensenada ont pu évacuer ce point et l'on attend d'un moment à l'autre l'arrivée des bâtimens bloqueurs. On suppose, que les honorables ministres auront voulu par ce fait, prouver leur impartialité tout en ôtant au gouverneur de Buenos Ayres et à son allié du CERRITO, le prétexte qu'ils n'eussent pas manqué d'alleguer, comme se considérant menacés par les forces anglo françaises.

Hier à une heure de l'après midi, un officier de la marine anglaise, a été envoyé en parlementaire au quartier général des assiégeants d'où il est revenu vers cinq heures.

On a commencé à préparer des logements pour des marins de l'escadre, qui vont descendre à terre au premier jour. Les maisons neuves de M. Duplessis ont été disposées à cet effet, et d'autres points de la ville vont également recevoir la même destination. On ne saurait trop louer de pareilles mesures, qui aurent pour résultat de maintenir l'ordre public, que les amis du général Oribe ont vainement essayé de troubler depuis un mois.

Par suite de la perte douloureuse de son rédacteur en chef, la publication du *COMERCIO DEL PLATA*, a été momentanément suspendue, mais nous avons la consolante espérance de voir reparaitre avant peu de jours, la feuille qui recevait les nobles inspirations de Varela, qui légua à ses successeurs une mission bien ardue, mais dont le chemin leur a été tracé d'une main aussi habile que forte.

Comme preuve de la facilité, que rencontrent les espions du général Oribe pour faire parvenir leur correspondance au CERRITO nous pouvons affirmer, que le lendemain de l'assassinat du docteur Varela, à l'heure de la découverte, les assiégeants criaient à nos avant-postes :— *VENID SALVAJES, VENID A BUSCAR EL VENGADOR DE LAS LEYES QUE MATÓ AL TRAIADOR VARELA.*

Le soir même, trois heures après l'horrible attentat, des cris indecens et faisant allusion au crime, ont été poussés par les troupes qui étaient de service aux postes avancés de l'ennemi.

Le secrétaire d'une des légations européennes dans la Plata, étant dernièrement à Buenos Ayres, manifesta le désir d'être présenté à S. E. le gouverneur. Le noble étranger avait été fort gracieusement accueilli à la quinta de Palermo par la famille de Rosas, et dans les précédentes visites tout s'était passé le mieux du monde et comme il convient entre gens qui savent vivre. Mais lorsque le maître du logis parut, la scène changea; le gaucho était de bonne humeur et l'on sait de quel sel sont assaisonnées les plaisanteries du doux Sire. Le pauvre secrétaire a été tellement et si indécentement gurlupiné, qu'il a bien juré, mais un peu tard, qu'on ne le prendrait plus à Palermo; du moins quand S. M. daignerait honorer la société de sa présence.

NOUVELLES A LA MAIN.

DIALOGUE

ENTRE M. JOURDAIN ET LE BONHOMME DIMANCHE.

—M. Jourdain—Bonjour mon cher M. Dimanche, eh bien, avez vous lu ce coquin de *Patriote* du 12 mars ?

—Le Bonhomme—Mais oui, je l'ai lu; et vous venez me féliciter n'est ce pas ?

—M. Jourdain—Au contraire; j'ai été bien affligé vraiment de la rude manière dont vous ont traité vos amis.

—Le bonhomme—Moi, M. Jourdain, je me suis trouvé heureux que deux de mes amis aient bien voulu sortir de leurs habitudes et prendre la plume pour me répondre. Car si mes amis se sont cru en devoir de m'adresser une pareille semonce, qu'ils n'eussent pas dit mes ennemis à leur place ?

—M. Jourdain—Il est vrai aussi, père Dimanche, que c'est vous qui avez commencé la querelle, et avouez au moins que vous vous étiez un peu trop avancé en vous posant en antagoniste de l'académie.

—Le bonhomme—J'aurais eu l'honneur d'avoir affaire à l'académie, ou à quelque académicien, qu'en pareille occurrence j'en serais beaucoup mieux sorti. Les académiciens ne se font pas illusion, ils savent bien que le mérite et la science ne se trouvent pas seulement à l'académie. Voyez vous, mieux vaut avoir affaire avec le bon Dieu qu'avec ses saints. et sur tout depuis qu'il y en a tant.

—M. Jourdain—Néanmoins, la question a été résolue contre vous.

—Le bonhomme—Comment, contre moi ?

—M. Jourdain—Vos amis ne disent ils pas que suivant l'académie on écrit *brig* et non *brick* ?

—Le bonhomme—Mais pour cela ils n'avaient pas besoin de me répondre, c'est moi qui le leur ai dit le premier.

—M. Jourdain—Voyons père Dimanche, soyons justes; croyez vous franchement et de bonne foi, qu'on puisse vous donner raison contre l'académie ? Allons, vous vous êtes là un peu fourvoyé.

—Le bonhomme—Dites donc, M. Jourdain, toute votre pensée, et dites la clairement. Dites que j'ai voulu faire le savant et que je ne suis qu'un pédant, que j'ai des prétentions à l'esprit et que je ne suis qu'un s. t.

—M. Jourdain—Ah ! père Dimanche....

—Le bonhomme—Pardon, j'oubliais qu'il n'y a qu'entre amis qu'on peut se permettre ces sortes de compliments.

—M. Jourdain (souriant et déployant le journal)—Ils n'ont pas dit cela de vous. Ah ! prenez garde, si vous criez on croira avoir touché juste.

—Le bonhomme—M. Jourdain, je ne dirai pas que je suis indifférent, mais je vous assure que je suis insensible aux piqures d'épingles dirigées contre mon amour propre. Et si c'est par amitié pour moi qu'ils ont entrepris de me donner une leçon en de pareils termes, je leur en rends grâce, parcequ'on ne saurait jamais trop corriger les défauts d'orgueil chez ses amis.

Cependant s'il faut pour discuter sur les mots "être bien sûr de son talent, avoir une foi bien complète dans son génie naturel ou cultivé, être bien audacieux ;" pour entreprendre de redresser aussi brusquement les travers et les défauts des hommes, il faut, je pense, plus que tout cela encore, il faut d'abord pouvoir faire fonds sur sa vertu et être bien sûr de posséder cet esprit fin et délicat qui rend la leçon attrayante et le conseil moins amer. Il y a moins de prétentions, je crois, à se faire professeur que moraliste, car pour un Lafontaine, pour un Pascal, pour un Fénelon, combien pouvons nous compter de grammairiens et de rhétoriciens.

—M. Jourdain—Il est faut désagréable ma foi, de se fâcher avec ses amis pour un mot.

—Le bonhomme—Et ce n'est pas à vous que cela arrivera, n'est ce pas, M. Jourdain ? Au reste, j'espère bien qu'il n'en sera rien, et que mes "deux amis" ne mettront pas avec moi la rigueur que mit Vaugelas avec Ménage ; car je n'ai rien inventé du tout, dans ma dissertation sur le mot *brick*, pas même les plumes d'or garnies de diamants, tandis que le savant Ménage avait commis le crime, énorme aux yeux de Vaugelas, de créer le mot *pro-sateur*.

—M. Jourdain—Il faut cependant bien qu'il y ait quelque chose de votre invention dans ce mot là, puisque vos amis prétendent que vous feriez bien de composer un nouveau dictionnaire de votre façon.

—Le bonhomme—Sans prétendre à composer un nouveau dictionnaire, comme Haller qui dès l'âge de 9 ans composait pour son usage un dictionnaire hébreu, j'aime parfois à me rappeler ce que j'ai appris et même à apprendre ce que je ne sais pas, car plus j'avance en âge et plus je sens combien sont faibles et bornées mes petites connaissances. Si j'avais seulement pensé attirer l'attention d'amis si jaloux de me faire parvenir à la postérité, en m'attribuant la création d'un mot qui se trouve dans la plupart des dictionnaires (1), et qui seul est employé par tous nos écrivains, même par les académiciens (2), je vous assure que je ne me fusse pas permis la petite boutade, dont je suis l'auteur, parceque si j'aime peu l'éclat véritable, à cause de mon peu de mérite j'aime encore moins l'éclat d'emprunt.

—M. Jourdain—Je vois que cette discussion est interminable, et que ce n'est pas ici qu'elle peut être vidée. Vous ferez bien de ne pas vous en occuper davantage. Quant à moi, je vous déclare que l'on peut écrire "*brick*" ou "*brig*," et que ça m'est bien égal.

(1) Napoleon Landais, Dictionnaire du commerce et des Marchandises, Noñez de Taboada, etc.

(2) Lamartine, V. Hugo, Chateaubriand, Thiers, Balzac, Béranger, F. Soulié, A. Dumas, E. Sué, etc.

—Le bonhomme—Vous prenez là une bonne résolution, M. Jourdain, et si j'avais fait comme vous, mes amis m'eussent certainement regardé comme un homme d'esprit et de bon sens, sans morgue et sans prétention.

—M. Jourdain—Voilà mon système à moi ; c'est en ne pensant pas du tout, que je pense comme tout le monde. Aussi ne suis je jaloux ni malmené par personne ; ce n'est pas comme vous, eh ! eh ! Moi, je suis l'ami de tout le monde.

—Le bonhomme—Ma foi les personnalités dirigées contre moi ne m'occupent guère. Je m'applique toujours à être sans prétentions, parceque je sais combien cela est importune, je n'essuie jamais à imposer mon opinion, parceque j'aime avant tout la liberté dans les discussions, et je ne cherche jamais à blesser aucune susceptibilité, parcequ'il n'y a rien que je respecte plus au monde que la dignité de l'homme. Je plains les orgueilleux et les superbes, je respecte les ignorants à l'égal de ces malheureux qui sont venus au monde contrefaits ; mais je ne m'attaquerais pas directement aux premiers de crainte de me tromper, et je ne me moquerais jamais des seconds de peur de les offenser. L'étude et la science donnent assez de satisfactions et de jouissances, sans qu'on aille encore rechercher celles de l'amour propre : il n'y a pas comme les pauvres pour aimer à paraître riches.

—M. Jourdain—Je vois, père Dimanche, que vous persistez dans votre opinion.

—Le bonhomme—Oui, Monsieur, et j'ai dit pourquoi ; tandis que mes "deux amis" en me répondant, à moi, n'ont omis qu'une chose, c'est de répondre à ce que je disais. Ils ont répondu à l'individu et ne se sont pas occupés de la chose ; en continuant sur le même ton, la discussion dégènerait évidemment en dispute. Voilà les dangers des personnalités.

M. Jourdain—Je ne puis pas comprendre cependant comment l'académie peut se tromper ; c'est induire les français, les bons français dans l'erreur ; ça devrait être défendu.

—Le bonhomme—Pour vous le faire comprendre, il faudrait, M. Jourdain, vous expliquer pourquoi les Lavaux, les Boëste, les N. Landais, les Benherelle, et tant d'autres ont cru devoir faire un dictionnaire français, malgré le dictionnaire de l'académie ; comme aussi pourquoi l'académie elle-même a jugé il y a déjà 10 ou 12 ans qu'une nouvelle refonte de son dictionnaire devenait urgente, refonte à laquelle elle travaille aujourd'hui.... en se hâtant lentement.

—M. Jourdain—Dites-moi donc alors....

—Le bonhomme (tirant sa montre)—Pardon, mais il y a déjà 20 minutes que nous causons, et j'ai affaire....

M. Jourdain—20 minutes.... Eh ! qu'est-ce que cela ?

Le bonhomme—Comment, Monsieur, qu'est-ce que cela, 20 minutes ? Mais c'est presque la millionième partie de la vie ordinaire de l'homme.

—M. Jourdain—Vous m'effraieriez avec vos chiffres, si les chiffres pouvaient m'effrayer. La vie de l'homme est-elle donc si courte ?

—Le bonhomme (s'en allant)—Eh ! Monsieur, il n'y a pas seulement un milliard de minutes que Jesus Christ est mort !

Pour copie conforme—

D.

Monsieur le Redacteur :

En vous remettant le dialogue qui précède pour que vous vouliez bien le publier dans votre prochain numéro, je viens aussi déclarer que j'ai bien écrit "*drôlatiques*," en style moderne, ainsi que vous l'avez imprimé, et non pas "*droslatiques*," comme on l'écrivait au tems de Rabelais. Cette observation de la part de mes deux amis prouve qu'ils n'ont pas oublié qu'au moyen âge on écrivait : "*drôslatique*, prévost, apostres, vostre, etc." comme "*evesque*, estre, etc.," mais en se rappelant aussi que le style moderne a remplacé ces s par l'accent circonflexe sur la voyelle précédente, ils n'auraient pas dû trouver étrange que je l'écrivisse ainsi, d'autant moins que j'ai suivi en cela le dictionnaire de l'académie.

J'espère que cette petite observation ne sera pas accusée de pédantisme, puisqu'elle n'est faite par moi que pour répondre à celles de "deux amis" du

BONHOMME DIMANCHE.

Nous lisons l'autre jour, entre autres phrases sonores parce qu'elles sont creuses : *A notre époque l'hydre de la liberté étouffe tout Hercule qui veut lutter contre elle.* Sans doute que le génie de l'esclavage inspirait celui qui appelle la liberté une *hydre*.

Le *Defensor* appelle les étrangers, les enfants de la caduque Europe. Parler de l'âge de notre mère, n'est-ce pas nous reprocher d'être aujourd'hui des hommes ?

Il n'est pas étonnant que l'Europe soit caduque, elle a

enfanté la France et l'Angleterre, deux grandes filles qui ont donné le jour à la civilisation, à la liberté, à l'humanité ; trois enfants détestés par l'hydre américaine, qui a un tête à Buenos-Ayres et une queue au Cerrito

L'hydre de la liberté, n'est pas sans doute celle qui gardait le jeu de pommes en plein chant dans le jardin des Hespérides. Car celle là fut étouffée par Hercule, véritable inventeur de l'admirable système pour la coupe des têtes.

Nous comprenons que pour l'Hercule du Cerrito la liberté soit une hydre affreuse, et la double gueule de l'intervention finira par englober le pauvre Hercule avant la fin de ses travaux.

Dis donc Pacot, as-tu lu la belle défense publiée par un de nos amis, mardi dernier. Voilà, comme dit Eugène Sue, quelque chose de chouette on peut dire que celui là, défend la capitale et les intérêts de ses compatriotes. A qui le dis-tu ? Il y a longtemps que je m'aperçois qu'il ne veut que notre bien.

Tu ne sais pas Chauvin ? notre ami, m'a fait voir une lettre où l'on parle de nous rendre nos couleurs. Bah ! tu es bien simple Dumanet, une lettre à propos de couleurs, il t'en fera voir bien d'autres, va !

Si on nous rend nos couleurs, nous permettra-t-on aussi de remettre notre Képie avec nos aigles ? Je suis sûr d'une chose, c'est que tant que nous resterons organisés comme nous sommes, nous n'aurons pas un aigle à notre tête.

On lit dans un journal français : en parlant des Légionnaires ; la renonciation momentanée de leur nationalité et de leurs nobles couleurs, était certes, la plus rude épreuve. Ils l'ont supportée avec un calme et une résignation dont il leur sera tenu compte, n'en doutons pas. Ils sont à la veille de reconquérir l'une et l'autre..... l'une bien, mais l'autre..... quoi ?

Un journal français, dans son numéro 171, dit en traduisant le *Morning Chronicle*, que 1,000 ouvriers anglais bivouaquant en plein chant étaient tous à l'hôpital le lendemain par suite d'une insurrection de voix. Quel dommage ! si cela arrivait le jour d'une élection.

Il y aurait un moyen de garantir ces blonds enfants d'Adam d'un rhume de cerveau, en établissant le bivouac dans un jeu de pommes.

On parlait hier d'une liste de sept victimes vouées aux poignards des assassins, on en nommait six et le nom de la septième n'était, dit-on, pas encore connue, un pauvre neutre désintéressé, qui combat depuis quatre ans, les projets sanguinaires d'Orlèbe, crut ou feignit de croire qu'il était le septième sur la terrible liste. Il manifestait tout haut ses craintes, mais son interlocuteur le rassura en lui disant : Ne craignez rien, mon cher, sur cette sanglante liste il n'y a que les noms des hommes de cœur ou des hommes d'esprit.

REVUE COMMERCIALE DE LA SEMAINE.

La semaine qui vient de s'écouler a été plus triste encore que la précédente, nous n'avons aucune transaction d'importance à signaler. Il faut espérer que l'arrivée du nouveau ministre français fera renaitre un peu de confiance et nous fera sortir de l'état pénible dans lequel, la fermeture des ports de la république Argentine à notre commerce, a fait tomber notre marché depuis un mois.

Les détentions de farine ont tenu les prix à la hausse et le dernier arrivage par le trois mats *Hermitage* de Baltimore, n'était pas encore vendu samedi dernier. On demandait 12 \$ le barril pris à bord, au comptant.

Les cuirs et en général tous les produits du pays sont restés sans cours, les prix en Europe, continuant à être à la baisse, ont éloigné les acheteurs du marché.

Aucun affrètement n'a eu lieu pour l'Europe, et probablement des offres, faites aujourd'hui aux prix courants seraient refusées, les capitaines préférant attendre l'arrivée des ministres avant de prendre des engagements.

Le brick français *Roitelet*, qui était annoncé comme devant partir le 20 courant, ne prendra ses expéditions que le 23 à 4 heures. Le mauvais temps qui a régné depuis le 17 est la seule cause de ce retard.

Nous avons été trompés lorsque nous annonçâmes que le jugement qui condamnait le brick anglais *Fame*, avait été annulé, mais quoique la vente de ce navire ait été annoncée nous croyons qu'elle n'aura pas lieu. Il y a eu contre ordre.

Aucun changement sur les changes. On trouve difficilement du papier sur Paris à 50/10.

Le propriétaire-gérant, Jh. RENAUD.

